
Le 23 juillet 2018

Comité permanent des finances
Chambre des communes du Canada



Objet : Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2019

Comme il est indiqué dans le budget de 2017, l'industrie agroalimentaire du Canada est un important moteur de croissance économique au potentiel considérable, et les Producteurs de grains du Québec appuient les objectifs de croissance clairs qui ont été établis pour le secteur agricole.

Bien que plusieurs enjeux budgétaires et financiers interpellent les producteurs de grains du Québec et les politiques agricoles dans lesquelles ils évoluent, notre organisation souhaite porter à votre attention un seul élément dans le cadre des consultations pré-budgétaires. Ce dernier touche le niveau d'investissement du Canada dans le secteur agricole.

Nos récents constats nous portent à conclure que les objectifs de croissance du secteur agricole, notamment pour le secteur des grains, seront de plus en plus difficiles à atteindre au cours des prochaines années. Comme vous le savez, l'enjeu de croissance est intimement lié à l'enjeu de compétitivité que ce soit celle des entreprises et de leur environnement d'affaire.

À ce sujet, les données¹ de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE) révèlent que le Canada investit beaucoup moins en agriculture que ses concurrents en termes de pourcentage de sa richesse nationale. En effet, le ratio moyen des années 2015-2017 de son soutien total (EST) et de son PIB est beaucoup moins élevé que la moyenne de l'OCDE, mais surtout moins élevé que celui d'importants concurrents comme l'Union européenne et les États-Unis. Ce taux est de l'ordre de 0,4 % au Canada, 0,5 % aux États-Unis et 0,7 % en Union Européenne.

Pour le secteur des grains du Canada, ce constat doit aussi être mis en perspective avec le fait que le soutien total (EST) est principalement destiné au secteur des grains aux États-Unis et en Union européenne alors qu'une très forte portion est associée aux élevages dans le cas du Canada.

Le secteur des grains demeure donc très vulnérable et ne pourra indéfiniment s'appuyer sur la situation macroéconomique du Canada, notamment en ce qui a trait au taux de change. Ce dernier permet d'obtenir des revenus plus élevés en dollars canadiens, mais a aussi un fort impact négatif sur l'achat d'intrants et sur les moyens de production comme la machinerie et l'équipement. Sans compter les bouleversements au niveau du commerce international pour lesquels l'agriculture est bien mal protégée.

1 https://www.oecd-ilibrary.org/content/publication/agr_pol-2017-fr

Recommandation :

Nous invitons donc le gouvernement fédéral à bien évaluer les risques associés à ce sous-investissement public dans le secteur agricole canadien.

Benoit Legault

Monsieur Pierre-Luc Daigle, directeur de cabinet MAPAQ
Par courriel, le 27 juin 2018

Directeur général